

COMPTES PUBLICS

1988-1989

Volume 3

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS
SPÉCIAUX ET DES FONDS
RENOUVELABLES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1989

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1988/89,3
Ex. 01
QMDF

Québec 

HJ
5071
25
Q3
C438
1066/89,3
fx.01
Bndf

COMPTES PUBLICS

1988-1989

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS DES FONDS
SPÉCIAUX ET DES FONDS
RENOUVELABLES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1989**

Ministère des Finances
Bibliothèque
Date :



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-19898-0 (Édition complète)
ISBN 2-550-19901-4 (Volume 3)

Dépôt légal -- 4^e trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989	
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec et Rapport du Vérificateur	7
Fonds d'aide aux Victimes d'actes Criminels et Rapport du Vérificateur	11
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires et Rapport du Vérificateur	17
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissement universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	20
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	23
Fonds de la réforme du cadastre Québécois et Rapport du Vérificateur	26
Fonds de relance industrielle et Rapport du Vérificateur	30
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	32
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	36
Fonds des services de Télécommunications et Rapport du Vérificateur	39
Fonds des Services informatiques et Rapport du Vérificateur	44
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	50
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	54
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	57
Fonds spéciaux du crédit agricole et Rapport du Vérificateur	60
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989	
Fonds renouvelable de la reprographie et Rapport du Vérificateur	65
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants et Rapport du Vérificateur	70
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement et Rapport du Vérificateur	74
Fonds renouvelable des publications gouvernementales et Rapport du Vérificateur	78
Fonds renouvelable des services de placement-média et Rapport du Vérificateur	83
Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	88
Fonds renouvelable du service de la cartographie et Rapport du Vérificateur	92
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau et Rapport du Vérificateur	96
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques et Rapport du Vérificateur	101
DÉTAIL DES FOURNISSEURS PAR FONDS RENOUVELABLE	107

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35)

REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Primes	120 268 \$	124 516 \$
Revenus de placements (note 3)	155 770	119 541
Recouvrements d'une réclamation en exécution de garantie	25 000	
	301 038	244 057
Dépenses		
Réclamation en exécution de garantie		25 670
Excédent des revenus sur les dépenses	301 038	218 387
Solde du fonds au début	1 452 147	1 233 760
Solde du fonds à la fin	1 753 185 \$	1 452 147 \$

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

BILAN

au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	52 576 \$	2 487 \$
Dépôts au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Dépôts à vue et intérêts courus	182 997	1 537 008
Dépôts à participation (note 4)	1 599 973	
	<u>1 835 546 \$</u>	<u>1 539 495 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>195 000 \$</u>	<u>175 000 \$</u>
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Primes perçues d'avance	82 361 \$	87 348 \$
Solde du Fonds	1 753 185	1 452 147
	<u>1 835 546 \$</u>	<u>1 539 495 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>195 000 \$</u>	<u>175 000 \$</u>

Pour la Régie,

Gilles Prigent

Gilles Leblanc

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

La Régie des marchés agricoles du Québec, constituée par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35 et modifications), est un organisme de surveillance, de coordination et d'amélioration de la mise en marché des produits agricoles. Elle a pour fonction générale de favoriser une mise en marché ordonnée, efficace et juste des produits agricoles. De plus, elle administre les fonds suivants: Le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicommis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

2. Conventions comptables

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Revenus de placements

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Dépôts à participation	33 979 \$	
Dépôt à vue	<u>121 791</u>	<u>119 541 \$</u>
	<u>155 770 \$</u>	<u>119 541 \$</u>

4. Dépôts à participation

Les dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse de dépôt, à la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds général à la fin de chaque mois.

	<u>1989</u>
Nombre d'unités	1 945
Coût d'acquisition des unités	1 599 973 \$
Valeur de réalisation par unité	828 \$
Valeur de réalisation des unités	1 610 406 \$

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Fonds en fidéicommis

Le ministère des Finances détient en fidéicommis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et d'entités para-gouvernementales inscrites au bilan à leur valeur nominale, soit 164 000 \$ déposées par un marchand de lait et 31 000 \$ déposées par deux marchands de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. Polices de garantie

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'exercice précédent. Au 31 mars 1988 et 1989, les polices en vigueur totalisaient 365 M\$.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autre procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1989 ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 25 août 1989

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.Q., 1988, c.20)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'exercice de quatre mois terminé le 31 mars 1989

	<u>1989</u>
Revenus	
Contribution du gouvernement du Canada (note 3)	1 318 520 \$
Contributions pénales	<u>10 085</u>
	<u>1 328 605</u>
Dépenses	
Aide financière à des centres d'aide	40 000
Traitements et avantages sociaux	60 656
Services professionnels	1 295
Frais de déplacement	1 782
Publicité	1 804
Fournitures et approvisionnement	1 814
Abonnements	346
Intérêts sur avance du gouvernement du Québec	604
Mobilier et équipement	<u>13 632</u>
	<u>121 933</u>
Revenu net et excédent au 31 mars 1989	<u><u>1 206 672 \$</u></u>

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1989

	1989
ACTIF	
Encaisse	59 827 \$
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada (note 3)	1 318 520
	<hr/>
	1 378 347 \$
	<hr/>
PASSIF	
Créditeurs	21 675 \$
Avance du gouvernement du Québec (note 4)	150 000
	<hr/>
	171 675
EXÉDENT	<hr/>
	1 206 672
	<hr/>
	1 378 347 \$
	<hr/>

Directrice par intérim,

Christine Viens

Sous-ministre de la Justice,

Jacques Chamberland

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1989**

1. Constitution et objet

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.Q., 1988, c. 20), sanctionnée et entrée en vigueur le 17 juin 1988, a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} décembre 1988.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Opérations

Les contributions pénales sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Certaines dépenses de fonctionnement sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans l'état des opérations et de l'excédent.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

3. Contribution du gouvernement du Canada

Ce montant représente la contribution du gouvernement du Canada de l'exercice 1987-1988 et une estimation de celle de l'exercice 1988-1989, selon le protocole d'entente conclu le 23 février 1989.

4. Avance du gouvernement du Québec

Avance de 150 000 \$ échéant le 30 mars 1994, portant intérêt au taux préférentiel bancaire et remboursable au gré du ministre des Finances.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de quatre mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de quatre mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 27 juin 1989

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	5 110 146 \$	2 573 469 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	1 502 928	170 178
	6 613 074	2 743 647
Dépenses		
Frais de garde	8 599	5 478
Revenu net	6 604 475	2 738 169
Revenus accumulés au début	4 178 529	1 440 360
Remboursements d'emprunts	(2 700 000)	
Revenus accumulés à la fin	8 083 004 \$	4 178 529 \$

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	62 538 \$	116 516 \$
Intérêts courus	989 031	767 313
Placements (note 3)	98 031 435	39 949 700
	<u>99 083 004 \$</u>	<u>40 833 529 \$</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital		
Solde au début	36 655 000 \$	16 943 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec (note 4)	54 573 000	20 294 000
Remboursements d'emprunts	(228 000)	(582 000)
	<u>91 000 000</u>	<u>36 655 000</u>
Solde à la fin	8 083 004	4 178 529
Revenus accumulés	<u>99 083 004 \$</u>	<u>40 833 529 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Obligations d'institutions d'enseignement - à la valeur nominale	55 794 000 \$	33 382 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>42 237 435</u>	<u>6 567 700</u>
	<u>98 031 435 \$</u>	<u>39 949 700 \$</u>

Au 31 mars 1989, la valeur marchande des obligations est de 51 966 033 \$ (1988: 34 170 995 \$).

4. Contributions du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec a versé par anticipation, au cours de la présente année financière, une contribution de 28 231 000 \$.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 7 août 1989

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES
(L.R.Q., c. I-14)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	16 761 406 \$	11 996 507 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	2 651 563	2 457 066
	19 412 969	14 453 573
Dépenses		
Frais de garde	22 498	15 317
Revenu net	19 390 471	14 438 256
Revenus accumulés au début	27 638 377	13 200 121
Remboursements d'emprunts	(21 300 000)	
Revenus accumulés à la fin	25 728 848 \$	27 638 377 \$

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	9 655 \$	244 720 \$
Intérêts courus	4 747 467	3 101 444
Placements (note 3)	238 133 949	142 942 900
	<u>242 891 071 \$</u>	<u>146 289 064 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	23 523 \$	2 687 \$
SOLDE DU FONDS		
Capital		
Solde au début	118 648 000	80 269 000
Contributions du gouvernement du Québec (note 4)	122 131 700	49 325 000
Remboursements d'emprunts	(23 641 000)	(10 946 000)
Solde à la fin	<u>217 138 700</u>	<u>118 648 000</u>
Revenus accumulés	25 728 848	27 638 377
	<u>242 867 548</u>	<u>146 286 377</u>
	<u>242 891 071 \$</u>	<u>146 289 064 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires a été constitué en vertu de l'article 225 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-14 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	160 447 000 \$	103 869 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>77 686 949</u>	<u>39 073 900</u>
	<u>238 133 949 \$</u>	<u>142 942 900 \$</u>

Au 31 mars 1989, la valeur marchande des obligations est de 155 102 800 \$ (1988: 103 103 000 \$).

4. Contributions du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec a versé par anticipation, au cours de la présente année financière, une contribution de 64 995 700 \$.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 7 août 1989

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. 1-17)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	504 385 \$	404 208 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	41 354	(2 009)
	545 739	402 199
Dépenses		
Frais de garde	3 146	
Revenu net	542 593	402 199
Revenus accumulés au début	2 281 395	1 879 196
Revenus accumulés à la fin	2 823 988 \$	2 281 395 \$

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	33 796 \$	638 223 \$
Intérêts courus	179 192	135 672
Placements (note 3)	8 879 000	3 402 500
	<u>9 091 988 \$</u>	<u>4 176 395 \$</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital		
Solde au début	1 895 000 \$	1 685 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	4 373 000	210 000
	<u>6 268 000</u>	<u>1 895 000</u>
Solde à la fin	6 268 000	1 895 000
Revenus accumulés	2 823 988	2 281 395
	<u>9 091 988 \$</u>	<u>4 176 395 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989**1. Constitution et objet**

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec (1988: Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des universités du Québec) est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	4 099 000 \$	2 749 000 \$
Obligations de municipalités - à la valeur nominale	380 000	653 500
Placements à court terme - au coût	<u>4 400 000</u>	<u> </u>
	<u>8 879 000 \$</u>	<u>3 402 500 \$</u>

Au 31 mars 1989, la valeur marchande des obligations est de 4 288 715 \$ (1988: 3 466 000 \$).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 7 août 1989

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
 ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
 (L.R.Q., c. S-5)
 REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
 de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	5 927 755 \$	2 973 346 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	477 585	362 618
	6 405 340	3 335 964
Dépenses		
Frais de garde	10 450	5 135
Revenu net	6 394 890	3 330 829
Revenus accumulés au début	672 188	1 591 359
Remboursements d'emprunts	(5 802 945)	(4 250 000)
Revenus accumulés à la fin	1 264 133 \$	672 188 \$

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	8 324 \$	145 305 \$
Intérêts courus	1 149 224	507 483
Placements (note 3)	78 512 185	42 590 400
	<u>79 669 733 \$</u>	<u>43 243 188 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	<u>12 600 \$</u>	
SOLDE DU FONDS		
Capital		
Solde au début	42 571 000	21 409 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	35 852 000	21 499 000
Remboursements d'emprunts	(30 000)	(337 000)
Solde à la fin	<u>78 393 000</u>	<u>42 571 000</u>
Revenus accumulés	<u>1 264 133</u>	<u>672 188</u>
	<u>79 657 133</u>	<u>43 243 188</u>
	<u>79 669 733 \$</u>	<u>43 243 188 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,
Claude Séguin

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. chapitre S-5 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Obligations d'établissements de santé et de services sociaux du Québec et autres - à la valeur nominale	51 576 000 \$	31 255 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>26 936 185</u>	<u>11 335 400</u>
	<u>78 512 185 \$</u>	<u>42 590 400 \$</u>

Au 31 mars 1989, la valeur marchande des obligations est de 49 058 000 \$ (1988: 30 533 000 \$).

4. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 7 août 1989

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Droits, permis et ventes diverses (note 3)	4 734 820 \$	4 639 772 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et autres placements	206 542	120 617
	<u>4 941 362</u>	<u>4 760 389</u>
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux	3 284 011	3 015 976
Honoraires professionnels	5 695 384	3 002 464
Voyages, messagerie et publicité	126 110	157 576
Fournitures et approvisionnement	239 986	235 173
Intérêts sur avances du gouvernement du Québec	20 179	23 767
Entretien et réparations	136 751	166 595
Location d'équipement et de matériel roulant	25 894	119 837
Amortissement de l'équipement	148 857	144 774
	<u>9 677 172</u>	<u>6 866 162</u>
Excédent des dépenses sur les revenus	4 735 810	2 105 773
Subvention du gouvernement du Québec	2 855 400	3 946 800
Excédent des dépenses sur les revenus et la subvention	1 880 410	1 841 027
Excédent au début	2 212 988	371 961
Excédent à la fin	<u>332 578 \$</u>	<u>2 212 988 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	992 296 \$	155 565 \$
Dépôts à terme		2 200 000
Débiteurs	155 180	77 889
Frais payés d'avance		5 173
	<u>1 147 476</u>	<u>2 438 627</u>
Équipement	744 285	723 869
Amortissement accumulé	(437 080)	(288 223)
	<u>307 205</u>	<u>435 646</u>
	<u>1 454 681 \$</u>	<u>2 874 273 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	1 122 103 \$	661 285 \$
EXCÉDENT	<u>332 578</u>	<u>2 212 988</u>
	<u>1 454 681 \$</u>	<u>2 874 273 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 4)

Représentant du contrôleur des Finances,

Patrick W. Desbiens

Administrateur du Fonds de la réforme
du cadastre québécois,

Pierre Leblanc

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1989**1. Constitution, objet et financement**

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, institué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1 et modifications), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Le Fonds est autorisé, jusqu'en 1995, à se prévaloir d'avances du gouvernement du Québec pour un montant n'excédant pas 3 500 000 \$. Le cas échéant, elles sont remboursables au gré du Fonds.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Équipement

Les acquisitions d'équipement de 1 000 \$ et plus, sur la base d'une unité distincte, sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Les frais de communications téléphoniques et de location d'espaces, défrayés à même les crédits de certains ministères du gouvernement, ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. Droits, permis et ventes diverses

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Droits et permis perçus par les régistrateurs du ministère de la Justice	3 719 000 \$	3 569 000 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	<u>1 015 820</u> <u>4 734 820 \$</u>	<u>1 070 772</u> <u>4 639 772 \$</u>

4. Engagements

Au 31 mars 1989, le Fonds est engagé pour un montant approximatif de 4 455 000 \$, en vertu de contrats de services professionnels relatifs à la réforme du cadastre québécois.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 1^{er} août 1989

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE
(L.R.Q., c. S-34)

BILAN
au 31 mars 1989

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
ACTIF		
Encaisse	\$	121 228 \$
Intérêts courus		702
	<u>\$</u>	<u>121 930 \$</u>
PASSIF		
Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 4)		<u>111 144 \$</u>
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	10 786 \$	3 670
Revenus de l'année financière	9 142	7 116
Remise au Fonds consolidé du revenu	(19 928)	
	<u></u>	<u>10 786</u>
Solde à la fin	<u>\$</u>	<u>121 930 \$</u>

CESSATION DES ACTIVITÉS DU FONDS (note 3)

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989**1. Constitution et objet**

Le Fonds de relance industrielle a été créé par la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34), qui permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu de la période du 12 avril 1977 au 30 juin 1981 et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25 % d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles faisant l'objet d'un certificat émis avant le 11 mars 1981 et de 50 % après le 10 mars 1981 et ce jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds a été géré par le ministre des Finances et la comptabilité en a été tenue par le ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

2. Conventions comptables

Le Fonds a comptabilisé les dépôts pour le bénéfice des corporations participantes lors de leur versement par le ministre du Revenu.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements ont été comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds ont été assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état financier.

3. Cessation des activités du fonds

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'avait pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu. Le dernier mois au cours duquel une corporation pouvait faire parvenir une demande de retrait était décembre 1986. Le Fonds a donc cessé graduellement ses opérations depuis.

Le 31 mars 1989, le Fonds a remis au Fonds consolidé du revenu toutes les sommes détenues à cette date.

4. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Évolution au cours de l'année financière		
Solde au début	111 144 \$	127 974 \$
Dépôts par le ministre du Revenu pour le compte des corporations participantes	242 472	207 397
Remises au Fonds consolidé du revenu	(353 616)	(224 227)
Solde à la fin	<u>\$ 111 144</u>	<u>\$ 111 144</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de relance industrielle du gouvernement du Québec au 31 mars 1989. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1989 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 9 juin 1989

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES
(L.R.Q., c. A-10)
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989			1988
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus d'intérêts	259 163 \$	242 824 \$	501 987 \$	374 254 \$
Virement d'un cautionnement individuel				30 000
	259 163	242 824	501 987	404 254
Réclamations et frais de fiducie	246 079	11 376	257 455	189 359
Frais d'administration --	17 920	12 511	30 431	29 232
gouvernement du Québec	263 999	23 887	287 886	218 591
Revenu net (perte nette)	(4 836)	218 937	214 101	185 663
Revenus accumulés au début	610 003	587 688	1 197 691	1 012 028
Revenus accumulés à la fin	605 167 \$	806 625 \$	1 411 792 \$	1 197 691 \$

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

REVENUS ET SOLDE DES INTÉRÊTS À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus d'intérêts	14 715 \$	23 651 \$
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu		
Solde au début	23 651	251 214
	38 366	274 865
Remise	23 651	251 214
Solde à la fin	14 715 \$	23 651 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	24 862 \$	12 102 \$
Dépôts à court terme	100 000	130 000
Intérêts courus	1 284	1 020
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation 472 384 \$; 1988: 475 958 \$)	481 000	477 000
	<u>607 146 \$</u>	<u>620 122 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	133 275 \$	144 693 \$
Dépôts à court terme	5 100 000	4 550 000
Intérêts courus	54 618	32 922
	<u>5 287 893 \$</u>	<u>4 727 615 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	592 431 \$	596 471 \$
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du Revenu	14 715	23 651
	<u>607 146 \$</u>	<u>620 122 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	44 632 \$	21 723 \$
Frais d'administration à payer -- gouvernement du Québec		29 232
	<u>44 632</u>	<u>50 955</u>
Avoir du fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 4)	3 831 469	3 478 969
Revenus accumulés	1 411 792	1 197 691
	<u>5 243 261</u>	<u>4 676 660</u>
	<u>5 287 893 \$</u>	<u>4 727 615 \$</u>

Éventualités (note 5)

Le Président de l'Office de la
protection du consommateur,

Gilles Moreau

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1989

1. Composition des fonds et modalités d'opération

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par le président de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus d'intérêts provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leur déposant et leur sont remis sur demande.

2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrés à leur valeur nominale.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Solde au début	596 471 \$	642 959 \$
Dépôts de cautionnements	<u>102 960</u> <u>699 431</u>	<u>105 769</u> <u>748 728</u>
Réclamations		3 609
Cautionnement viré aux revenus d'intérêts accumulés - cautionnements collectifs		30 000
Remises de cautionnements	42 000	97 648
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	<u>65 000</u> <u>107 000</u>	<u>21 000</u> <u>152 257</u>
Solde à la fin	<u><u>592 431 \$</u></u>	<u><u>596 471 \$</u></u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 17 558 000 \$ au 31 mars 1989 (17 495 000 \$ au 31 mars 1988). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 MARS 1989

4. Contributions de base - cautionnements collectifs

Détaillants

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Solde au début	1 814 489 \$	1 642 940 \$
Contributions reçues	<u>277 250</u> 2 091 739	<u>242 300</u> 1 885 240
Contributions remboursées	<u>52 250</u>	<u>70 751</u>
Solde à la fin	<u>2 039 489</u>	<u>1 814 489</u>

Grossistes

Solde au début	1 664 480	1 456 980
Contributions reçues	<u>175 000</u> 1 839 480	<u>242 500</u> 1 699 480
Contributions remboursées	<u>47 500</u>	<u>35 000</u>
Solde à la fin	<u>1 791 980</u>	<u>1 664 480</u>
Solde à la fin - détaillants et grossistes	<u>3 831 469 \$</u>	<u>3 478 969 \$</u>

5. Éventualités

Des poursuites totalisant environ 155 500 \$ ont été intentées contre le Procureur général du Québec en rapport avec le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et l'Office de la Protection du consommateur par des créanciers d'agences de voyage. Les requérants demandent d'être indemnisés en vertu des cautionnements individuels et collectifs prévus à la Loi sur les agents de voyages et à ses règlements. Une de ces causes a fait l'objet d'un jugement en faveur du créancier par la Cour supérieure mais le Procureur général du Québec a fait appel de ce jugement.

En rapport avec cette perte éventuelle, tout paiement par le Fonds des cautionnements des agents de voyages, le cas échéant, sera imputé aux opérations de l'exercice alors en cours.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan au 31 mars 1989 des fonds des cautionnements des agents de voyages ainsi que l'état des revenus et du solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1989 ainsi que leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 23 mai 1989

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Provenance des fonds		
Contributions		
Des employeurs	2 159 514	2 049 194
Du Fonds consolidé du revenu	986 904	864 882
	<u>3 146 418</u>	<u>2 914 076</u>
Répartition des fonds		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 066 661	1 889 479
Services hospitaliers	1 079 757	1 024 597
	<u>3 146 418</u>	<u>2 914 076</u>

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

BILAN

au 31 mars 1989

(en milliers de dollars)

	1989	1988
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	122 960	110 394
Du Fonds consolidé du revenu	131 073	163 695
	<u>254 033</u>	<u>274 089</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	192 553	218 892
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	61 480	55 197
	<u>254 033</u>	<u>274 089</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1989**

1. Constitution et objet

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5 et modifications), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 27 juillet 1989

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.Q.R., c. M-24)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
	(12 mois)	(2 mois)
Services de télécommunications		
Revenus	92 713 230 \$	15 353 325 \$
Coût (incluant l'amortissement des immobilisations de télécommunications de 1 959 727 \$; 1988: 296 473 \$)	87 478 033	14 953 204
Revenu brut	5 235 197	400 121
Frais d'administration		
Traitements et avantages sociaux	1 841 719	329 108
Honoraires professionnels	201 397	84 919
Voyages et messageries	410 315	72 580
Traitement informatique et développement	230 632	113 657
Frais de formation	76 348	6 587
Loyer	651 624	100 154
Location d'équipement	27 222	3 212
Entretien et réparations	178 447	1 738
Fournitures	148 405	22 636
Publicité	25 113	
Abonnements et cotisations	12 893	23 925
Intérêts sur avance du Fonds consolidé du revenu	990 781	66 033
Intérêts sur contrat de location-acquisition	16 038	
Autres intérêts	5 334	
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	130 259	13 471
Amortissement du mobilier de bureau	33 942	4 685
	4 980 469	842 705
Bénéfice net (perte nette)	254 728	(442 584)
Déficit au début	442 584	
Déficit à la fin	187 856 \$	442 584 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN

au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	729 108 \$	121 595 \$
Débiteurs	16 641 173	15 353 643
Subvention à recevoir du gouvernement du Canada	1 500 000	
	18 870 281	15 475 238
IMMOBILISATIONS (note 3)	11 557 310	11 701 757
	30 427 591 \$	27 176 995 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	8 433 001 \$	7 223 627 \$
Revenus reportés	229 587	
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	71 798	
Avance du Fonds consolidé du revenu (note 5)	10 300 000	9 250 000
	19 034 386	16 473 627
REVENUS REPORTÉS	435 109	
	19 469 495	16 473 627
AVOIR DU FONDS		
Apport du gouvernement du Québec (note 6)	11 145 952	11 145 952
Déficit	(187 856)	(442 584)
	10 958 096	10 703 368
	30 427 591 \$	27 176 995 \$

ENGAGEMENTS (note 7)

Administrateur du Fonds des services de télécommunications,

Éric Martin

Sous-ministre adjoint des Communications,

Jean-Pierre Delwasse

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet de fournir, moyennant considération:

- des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;
- des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructure de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

Contrats de location

Lorsqu'aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

3. Immobilisations

	1989		1988
	Coût net* ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de radio- communications	2 599 332 \$	297 939 \$	2 301 393 \$
Équipement de communi- cations informatiques	4 536 691	1 427 972	3 108 719
Équipement de bureau- tique et informatique	316 094	105 290	210 804
Équipement de communi- cations téléphoniques	116 244	5 812	110 432
Infrastructure de ra- diocommunications	5 972 935	454 928	5 518 007
Matériel roulant	114 589	69 549	45 040
Mobilier de bureau	147 787	38 628	109 159
	<u>13 803 672</u>	<u>2 400 118</u>	<u>11 403 554</u>
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	192 195	38 439	153 756
	<u>13 995 867 \$</u>	<u>2 438 557 \$</u>	<u>11 557 310 \$</u>

* Des subventions du gouvernement du Canada pour un montant de 1 041 215 \$ ont été comptabilisées en diminution des immobilisations et se répartissent comme suit:

Équipement de radiocommunications	128 500 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	62 400
Infrastructure de radiocommunications	793 700
Mobilier de bureau	56 615
	<u>1 041 215 \$</u>

4. Obligation déboulant d'un contrat de location-acquisition

Les paiements minimaux exigibles en 1990 sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont de 75 466 \$ incluant un montant représentant les intérêts de 3 668 \$.

5. Avance du Fonds consolidé du revenu

Avance consentie à titre de fonds de roulement venant à échéance le 31 janvier 1998, sous réserve du privilège du Fonds de rembourser en tout ou en partie par anticipation, et portant intérêt au taux préférentiel bancaire.

6. Apport du gouvernement du Québec

Apport représentant la valeur attribuée aux immobilisations cédées à titre gratuit par le gouvernement du Québec lors de la constitution du Fonds.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
31 mars 1989

7. Engagements

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 septembre 1998 pour des locaux administratifs.

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1989 concernant ces locaux administratifs s'élève à 651 624 \$. En vertu de ces baux, le total des loyers minimaux futurs exigibles est de 4 257 255 \$ et ceux-ci s'établissent comme suit pour les cinq prochaines années financières:

1990	669 228 \$
1991	422 112
1992	422 112
1993	422 112
1994	422 112

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 10 juillet 1989

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
	(12 mois)	(3 mois)
Services informatiques		
Revenus	21 804 150 \$	7 355 331 \$
Coût (incluant l'amortissement des immobilisations reliées à l'informatique de 656 304 \$; 1988: 147 158 \$)	19 506 316	5 161 811
Revenu brut	2 297 834	2 193 520
Frais d'administration		
Traitements et avantages sociaux	1 491 032	301 801
Honoraires professionnels	216 134	72 312
Déplacements	14 298	2 635
Communications	34 309	9 068
Publicité		2 594
Loyer	202 106	27 051
Matériel informatique et équipement	83 748	6 651
Gardiennage et sécurité	29 457	10 234
Fournitures	125 302	18 835
Formation	28 393	608
Autres frais	18 234	11 956
Perte sur aliénations d'immobilisations	80 329	
Amortissement du mobilier de bureau	145 724	36 134
	2 469 066	499 879
(Perte nette) revenu net	(171 232)	1 693 641
Excédent au début	1 693 641	
Excédent à la fin	1 522 409 \$	1 693 641 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
	(12 mois)	(3 mois)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) revenu net	(171 232)\$	1 693 641 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	802 028	183 292
Perte sur aliénations d'immobilisations	80 329	
Liquidités provenant des opérations	711 125	1 876 933
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	2 133 471	(4 692 311)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	2 844 596	(2 815 378)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition:		
Emprunts		78 761
Remboursements	(29 969)	
Apport du gouvernement du Québec	(76 284)	4 030 789
Avance du Fonds consolidé du revenu		2 100 000
Remboursement de l'avance du Fonds consolidé du revenu	(2 100 000)	
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(2 206 253)	6 209 550
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(636 519)	(2 964 700)
Produit d'aliénations d'immobilisations	4 323	
Immobilisations remises au gouvernement du Québec	3 741	
	(628 455)	(2 964 700)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	9 888	429 472
ENCAISSE AU DÉBUT	429 472	
ENCAISSE À LA FIN	439 360 \$	429 472 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	439 360 \$	429 472 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 572 874	5 955 869
Billet à recevoir (note 3)	2 400 000	
	<u>4 412 234</u>	<u>6 385 341</u>
IMMOBILISATIONS (note 4)	<u>2 527 506</u>	<u>2 781 408</u>
	<u>6 939 740 \$</u>	<u>9 166 749 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	1 414 034 \$	1 263 558 \$
Obligations découlant de contrats de location- acquisition (note 5)	15 964	29 969
	<u>1 429 998</u>	<u>1 293 527</u>
AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU		<u>2 100 000</u>
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION- ACQUISITION (note 5)	<u>32 828</u>	<u>48 792</u>
	<u>1 462 826</u>	<u>3 442 319</u>
AVOIR DU FONDS		
Apport du gouvernement du Québec (note 6)	3 954 505	4 030 789
Excédent	1 522 409	1 693 641
	<u>5 476 914</u>	<u>5 724 430</u>
	<u>6 939 740 \$</u>	<u>9 166 749 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 7)		

Administrateur du Fonds des services informatiques,
Bernard Beauchemin

Sous-ministre des Communications,
Jacques Pigeon

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet de fournir, à titre onéreux, des services informatiques à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de bureautique et d'informatique	20%
Mobilier de bureau	20%
Logiciels d'exploitation	33%

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location - acquisition sont amortis selon la même manière que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

3. Billet à recevoir

Billet de 2 400 000 \$ à recevoir du ministère des Finances portant intérêt au taux de 12,5 % et échéant le 6 avril 1989. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts sont versés au Fonds consolidé du revenu.

4. Immobilisations

	<u>1989</u>		<u>1988</u>
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	1 324 434 \$	266 672 \$	1 057 762 \$
Mobilier de bureau	734 584	181 775	552 809
Logiciels d'exploitation	<u>1 329 560</u>	<u>502 140</u>	<u>827 420</u>
	3 388 578	950 587	2 437 991
			<u>2 635 599</u>
Équipement de bureautique et d'informatique détenu en vertu de contrats de location-acquisition	<u>119 355</u>	<u>29 840</u>	<u>89 515</u>
	3 507 933 \$	980 427 \$	2 527 506 \$
			<u>2 781 408 \$</u>

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Obligations découlant de contrats de location - acquisition

Les paiements minimaux exigibles sur les obligations découlant de contrats de location - acquisition s'établissent comme suit:

1990	18 015 \$
1991	17 737
1992	17 736
1993	<u>1 592</u>
Total des paiements minimaux exigibles	55 080
Montant représentant les intérêts à des taux variant de 8,5% à 11,43%	<u>6 288</u>
Valeur actualisée	48 792
Versements échéant en deçà d'un an	<u>15 964</u>
	<u><u>32 828 \$</u></u>

6. Apport du gouvernement du Québec

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Composition au 31 mars:		
Valeur attribuée aux immobilisations cédées par le gouvernement du Québec lors de la constitution du Fonds	2 776 448 \$	2 776 448 \$
Moins:		
Immobilisations remises au gouvernement du Québec au cours de l'année financière - à leur valeur attribuée	<u>3 741</u> <u>2 772 707</u>	<u>2 776 448</u>
Coût des services informatiques et frais d'administration du Fonds assumés par le gouvernement du Québec en 1988	1 254 341	1 254 341
Moins:		
Coût des services informatiques et frais d'administration antérieurs à la constitution du Fonds, assumés par le Fonds	<u>72 543</u> <u>1 181 798</u>	<u>1 254 341</u>
	<u><u>3 954 505 \$</u></u>	<u><u>4 030 789 \$</u></u>

7. Engagements

Le Fonds est engagé en vertu de baux de location - exploitation pour un montant maximal de 11 902 685 \$ s'échelonnant jusqu'à l'an 1993 pour la location d'équipement de bureautique et d'informatique et de logiciels d'exploitation. Les loyers annuels maximaux des quatre prochaines années s'établissent comme suit:

1990	7 306 779 \$
1991	3 840 901
1992	721 699
1993	33 306

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1988 de l'état des opérations et de l'excédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 1^{er} septembre 1989

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.Q., 1987, c. 60)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
	(12 mois)	(9 mois)
Revenus		
Services rendus	957 318 \$	141 865 \$
Frais d'opération		
Traitements et avantages sociaux	577 943	16 908
Services informatiques	119 329	13 751
Bandes de données statistiques	128 453	3 650
Logiciels et matériel informatique	29 979	5 716
Frais de déplacement et de séjour	25 732	1 016
Honoraires professionnels	19 017	3 510
Abonnements	10 089	8 500
Impressions	16 369	8 770
Fournitures de bureau	7 812	2 999
Communications	25 831	
Créances douteuses	10 810	
Amortissement des immobilisations	14 755	650
Amortissement des frais reportés	282	
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	10 753	54
	997 154	65 524
(Perte nette) revenu net (note 3)	(39 836)\$	76 341 \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
A COURT TERME		
Encaisse	126 982 \$	108 624 \$
Débiteurs	328 386	66 354
Travaux en cours	14 025	25 760
Frais payés d'avance	9 045	
	478 438	200 738
Immobilisations (note 4)	42 353	30 150
Frais reportés	20 208	
	540 999 \$	230 888 \$
PASSIF		
A COURT TERME		
Créditeurs	105 006 \$	47 374 \$
Avances sur contrat de service	80 000	80 000
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 3)	43 624	83 460
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	312 369	20 054
	540 999 \$	230 888 \$

Sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

Administrateur du Fonds du Bureau de la statistique du Québec,

Jacques Langlois

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1989**1. Constitution et objet**

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec a été constitué par la Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.Q., 1987, c. 60) sanctionnée et entrée en vigueur le 23 juin 1987.

Ce Fonds permet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture des services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les achats d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans à compter de la date de leur utilisation.

3. Dû au fonds consolidé du revenu

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Solde au début	83 460 \$	
(Perte nette) Revenu net de l'exercice	(39 836)	76 341 \$
Sommes encaissées pour le compte du Fonds consolidé du revenu		<u>7 119</u>
Solde à la fin	<u>43 624 \$</u>	<u>83 460 \$</u>

4. Immobilisations

	<u>1989</u>			<u>1988</u>
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement informatique	<u>57 757 \$</u>	<u>15 404 \$</u>	<u>42 353 \$</u>	<u>30 150 \$</u>

5. Avances du fonds consolidé du revenu

	<u>1989</u>	<u>1988</u>
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	305 000 \$	20 000 \$
Intérêts courus	<u>7 369</u> <u>312 369 \$</u>	<u>54</u> <u>20 054 \$</u>

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 13 juin 1989

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1989

Dépôts provenant de	Solde au 31 mars 1988	Dépôts reçus ou encaissés	Dépôts rem- boursés ou remis au Fonds con- solidé du revenu	Solde au 31 mars 1989
Sociétés, organismes et particuliers	50 118 539 \$	60 376 661 \$	60 124 614 \$	50 370 586 \$
Officiers de justice	46 324 430	107 428 597	104 156 250	49 596 777
Municipalités	2 587 431	109 751	1 529 182	1 168 000
	<u>99 030 400 \$</u>	<u>167 915 009 \$</u>	<u>165 810 046 \$</u>	<u>101 135 363 \$</u>

FONDS EN FIDÉICOMMIS

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	2 007 618 \$	980 003 \$
Valeurs détenues		
Obligations	44 418 614	45 303 849
Bons du trésor de gouvernements	355 000	498 462
Avances au Fonds consolidé du revenu	54 354 131	52 248 086
	<u>101 135 363 \$</u>	<u>99 030 400 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Sociétés, organismes et particuliers	50 370 586	50 118 539
Officiers de justice	49 596 777	46 324 430
Municipalités	1 168 000	2 587 431
	<u>101 135 363 \$</u>	<u>99 030 400 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS EN FIDÉICOMMIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989

1. Nature des fonds en fidéicomis et politiques administratives

Les Fonds en fidéicomis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. Convention comptable

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan au 31 mars 1989 des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière des Fonds en fidéicomis au 31 mars 1989 ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2, appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 12 septembre 1989

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Provenance des fonds		
Taxe spéciale sur le tabac	121 259 993 \$	116 107 812 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	907 627	638 345
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	7 700 000	19 225 000
Produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	67 751	7 960
	<u>129 935 371</u>	<u>135 979 117</u>
Utilisation des fonds		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	55 000 000	55 000 000
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	46 259 599	49 689 641
Parachèvement des installations olympiques	9 752 000	15 344 500
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	8 500 000	18 425 000
Intérêts sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	20 063	37 357
	<u>119 531 662</u>	<u>138 496 498</u>
Augmentation (diminution) du Fonds	10 403 709	(2 517 381)
Solde du Fonds au début	9 397 324	11 914 705
Solde du Fonds à la fin	<u><u>19 801 033 \$</u></u>	<u><u>9 397 324 \$</u></u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN

au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	431 221 \$	13 153 \$
Dépôts à terme et placements temporaires -- au coût	9 778 900	
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	10 327 621	7 336 871
Fonds consolidé du revenu		2 046 159
Autres	1 373	
Intérêts courus	29 659	1 141
	<u>20 568 774 \$</u>	<u>9 397 324 \$</u>
PASSIF		
Dû au Fonds consolidé du revenu	767 741 \$	
Solde du Fonds	19 801 033	9 397 324 \$
	<u>20 568 774 \$</u>	<u>9 397 324 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**NOTES COMPLÉMENTAIRES**31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (L.Q., 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie des installations olympiques.

2. Conventions comptables

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1989 ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 23 août 1989

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE
(L.R.Q., c. C-75)

ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE
pour l'exercice du 1er avril 1988 au 11 août 1988

	Fonds spécial capital		Fonds spécial intérêts	
	1er avril 1988 au 11 août 1988	1er avril 1987 au 31 mars 1988	1er avril 1988 au 11 août 1988	1er avril 1987 au 31 mars 1988
Encaisse au début				
Encaissements				
Dépôts de l'Office du crédit agricole du Québec	3 600 000 \$	5 800 000 \$	2 598 814 \$	3 304 486 \$
Déboursés				
Remises aux prêteurs autres que le ministre des Finances	3 600 000	5 800 000	2 598 814	3 304 486
Encaisse à la fin	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>

DISSOLUTION DES FONDS (note 2)

Le sous-ministre des Finances,
Claude Séguin

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****11 août 1989****1. Constitution, objet et opérations**

Les Fonds spéciaux du crédit agricole, gérés par le ministre des Finances, avaient été constitués en vertu de l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75). Selon cet article, les dépôts aux Fonds provenaient des sommes perçues par l'Office du crédit agricole du Québec à titre de remboursement en capital et de paiement des intérêts sur ses prêts. Ces dépôts étaient affectés au remboursement du capital et au paiement des intérêts sur les emprunts contractés par l'Office auprès de prêteurs autres que le ministre des Finances, du ministre des Finances ainsi qu'au rachat des obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement du Québec.

Les revenus d'intérêts provenant du placement des sommes déposées aux Fonds étaient virés au Fonds consolidé du revenu.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

2. Dissolution des fonds

La Loi sur le financement agricole (1987, chapitre 86 et modifications) sanctionnée le 18 décembre 1987 et entrée en vigueur le 11 août 1988, remplace la Loi sur le crédit agricole.

L'article 133 de cette loi stipule que les sommes perçues par l'Office à titre d'intérêts et à titre de remboursement de ses prêts sont maintenant imputées au remboursement du capital et des intérêts de ses emprunts alors qu'auparavant ces sommes avaient à transiter par les Fonds spéciaux du crédit agricole, tel que l'exigeait l'article 19 de la loi remplacée.

Les Fonds spéciaux du crédit agricole ont donc été dissouts le 11 août 1988.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié l'état de l'évolution de l'encaisse des Fonds spéciaux du crédit agricole du gouvernement du Québec de l'exercice du 1er avril 1988 au 11 août 1988. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement l'évolution de l'encaisse des Fonds spéciaux du crédit agricole de l'exercice du 1er avril 1988 au 11 août 1988.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 12 juillet 1989

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus	6 692 359 \$	5 380 658 \$
Coût du matériel utilisé		
Stocks au début	269 503	240 953
Achats	1 436 396	1 260 098
	1 705 899	1 501 051
Stocks à la fin	289 434	269 503
	1 416 465	1 231 548
Revenu brut	5 275 894	4 149 110
Frais d'opération		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Loyers	998 767	1 003 059
Entretien et réparations	909 387	850 270
Fournitures et approvisionnements	91 196	110 916
Services de transport et de communication	8 244	7 568
Intérêts sur dette à long terme	2 487	
Amortissement des immobilisations	239 549	330 115
Perte sur aliénation d'immobilisations	2 849	
Services professionnels, administratifs et autres		13 835
	2 252 479	2 315 763
Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu (note 4)	2 981 674	1 810 250
	5 234 153	4 126 013
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	41 741 \$	23 097 \$

FONDS RENOUELABLE DE LA REPROGRAPHIE

BILAN

au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	3 140 338 \$	1 953 662 \$
Débiteurs	1 492 905	1 235 022
Stocks	289 434	269 503
	<u>4 922 677</u>	<u>3 458 187</u>
Immobilisations (note 5)	563 290	655 987
	<u>5 485 967 \$</u>	<u>4 114 174 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	776 544 \$	759 260 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	3 178 329	1 854 914
Versements sur la dette à long terme (note 7)	12 425	
	<u>3 967 298</u>	<u>2 614 174</u>
Dette à long terme (note 7)	18 669	
	<u>3 985 967</u>	<u>2 614 174</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	1 500 000	1 500 000
	<u>5 485 967 \$</u>	<u>4 114 174 \$</u>

CESSATION ÉVENTUELLE DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des Finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable de
la reprographie,

Michel Lavallée

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable de la reprographie a été constitué à même les crédits votés du ministère des Communications.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnements et Services pour le compte des ministères et organismes du gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances détermine chaque année en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Le Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations mises à la disposition du Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	20 % et 10 %
Équipement de bureau	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

3. Cessation éventuelle des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.Q., 1988, c. 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds de reprographie gouvernementale. La mise en opération de ce Fonds à une date qui sera déterminée par le gouvernement, entraînera la cessation des opérations du Fonds renouvelable de la reprographie. À la date de préparation des états financiers, la date de mise en opération n'avait pas été déterminée par le gouvernement.

FONDS RENOUELABLE DE LA REPROGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

4. Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu

Les opérations du Fonds renouvelable comprennent certaines dépenses effectuées par le Fonds consolidé du revenu. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989			1988
	Dépenses effectuées à même les crédits budgétaires	Dépenses non imputées au Fonds renouvelable	Dépenses imputées au Fonds renouvelable*	Dépenses imputées au Fonds renouvelable*
Traitements	3 054 710 \$	763 678 \$	2 291 032 \$	1 523 177 \$
Loyers	600 743	150 186	450 557	287 073
Services professionnels, administratifs et autres	228 613	57 153	171 460	
Services de transport et de communication	91 500	22 875	68 625	
Avantages sociaux	488 754	488 754		
	<u>4 464 320 \$</u>	<u>1 482 646 \$</u>	<u>2 981 674 \$</u>	<u>1 810 250 \$</u>

Le taux d'imputation de certaines dépenses imputées au Fonds renouvelable a été établi à 75 % pour l'année financière terminée le 31 mars 1989 (1988: 50 %).

5. Immobilisations

	1989			1988
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de transformation	1 575 822 \$	1 069 482 \$	506 340 \$	585 505 \$
Équipement de bureau	182 672	164 209	18 463	30 772
Véhicules	23 763	9 707	14 056	
Améliorations locatives	83 164	58 733	24 431	39 710
	<u>1 865 421 \$</u>	<u>1 302 131 \$</u>	<u>563 290 \$</u>	<u>655 987 \$</u>

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	1 854 914 \$	1 790 367 \$
Revenu net de l'année financière	41 741	23 097
Dépenses imputées (note 4)	2 981 674	1 810 250
	<u>4 878 329</u>	<u>3 623 714</u>
Remise effectuée	1 700 000	1 768 800
Solde à la fin	<u>3 178 329 \$</u>	<u>1 854 914 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

7. Dette à long terme

	1989
Effets à payer, garantis par des équipements de transformation, 10,25 %, échéant en juillet 1991, remboursables par versements mensuels en capital et intérêts de 1 253 \$	31 094 \$
Versements échéant en deçà d'un an	12 425
	<u>18 669 \$</u>

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des trois prochaines années financières se détaillent comme suit:

1989-1990	12 425 \$
1990-1991	13 760
1991-1992	4 909

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable de la reprographie du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 4 juillet 1989

**FONDS RENOUVELABLE DES ENTENTES SUR LES PRÊTS
DE SERVICES D'ENSEIGNANTS**

OPÉRATIONS

de l'exercice de neuf mois terminé le 31 décembre 1988

	31 décembre 1988	31 mars 1988
	(9 mois)	(12 mois)
Revenus		
Contribution du gouvernement du Maroc	15 798 \$	32 659 \$
Gain sur aliénation d'immobilisations	123	1 299
	<u>15 921</u>	<u>33 958</u>
	-----	-----
Frais d'opération (note 5)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Indemnités aux enseignants	7 837	23 001
Services de transport et de communication	7 534	1 126
Services professionnels		324
Entretien	102	304
Frais bancaires et autres	1 141	580
Amortissement des immobilisations	149	1 238
	<u>16 763</u>	<u>26 573</u>
	-----	-----
(Perte nette) revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	<u>(842)\$</u>	<u>7 385 \$</u>

**FONDS RENOUVELABLE DES ENTENTES SUR LES PRÊTS
DE SERVICES D'ENSEIGNANTS**

BILAN
au 31 décembre 1988

	<u>31 décembre 1988</u>	<u>31 mars 1988</u>
ACTIF		
Encaisse	106 543 \$	105 933 \$
Immobilisations -- Ameublement - net		<u>1 623</u>
	<u>106 543 \$</u>	<u>107 556 \$</u>
 PASSIF		
Créditeurs		171 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>6 543 \$</u>	<u>7 385</u>
	6 543	7 556
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	<u>100 000</u>	<u>100 000</u>
	<u>106 543 \$</u>	<u>107 556 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 4)

Représentant du contrôleur des Finances,

Roger Morin

Administrateur du Fonds renouvelable des ententes
sur les prêts de services d'enseignants,

Lionel Lirette

FONDS RENOUVELABLE DES ENTENTES SUR LES PRÊTS DE SERVICES D'ENSEIGNANTS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 décembre 1988**1. Constitution et objet**

Le Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants avait été constitué à même les crédits votés du ministère de l'Éducation.

Ce Fonds renouvelable avait pour objet de défrayer les dépenses relatives aux ententes sur les prêts de services d'enseignants. Les recettes provenant de ces ententes étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année, en accord avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, les remises au Fonds consolidé du revenu en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds était administré par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

2. Opérations

Les opérations qui ont fait l'objet du Fonds renouvelable découlent d'une entente entre le ministre de l'Éducation du Québec et le ministre de l'Éducation nationale du Maroc relativement aux prêts d'enseignants québécois.

3. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Immobilisations

L'ameublement est comptabilisé au coût et il est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de sept ans.

4. Cessation des opérations du Fonds

Le Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants a terminé ses opérations le 31 décembre 1988 au terme des programmes de coopération en éducation entre le Québec et le Maroc.

L'avance du Fonds consolidé du revenu et les autres sommes qui lui étaient dues au 31 décembre 1988 lui ont été remboursées en février 1989.

5. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les traitements des enseignants québécois au Maroc ne constituent pas des dépenses du Fonds renouvelable car ils sont assumés par leur employeur permanent qui, en retour, est subventionné par le ministère de l'Éducation du Québec.

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées dans l'état des opérations du Fonds renouvelable. Ces dépenses assumées sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	3 457 \$	3 332 \$
Avantages sociaux	553	533
Loyers	98	129
Subventions aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel en remboursement des traitements des enseignants	33 000	126 600
	<u>37 108 \$</u>	<u>130 594 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DES ENTENTES SUR LES PRÊTS DE SERVICES D'ENSEIGNANTS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 décembre 1988

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	7 385 \$	2 960 \$
(Perte nette) revenu net	(842)	7 385
	6 543	10 345
Remises effectuées		2 960
Solde à la fin	6 543 \$	7 385 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants du gouvernement du Québec au 31 décembre 1988 ainsi que l'état des opérations de l'exercice de neuf mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 décembre 1988 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de neuf mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 3, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 7 juillet 1989

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Ventes	20 906 094 \$	18 264 911 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	1 771 028	1 745 798
Achats	19 079 570	15 563 473
	20 850 598	17 309 271
Stocks à la fin	2 535 731	1 771 028
	18 314 867	15 538 243
Revenu brut	2 591 227	2 726 668
Autres revenus		
Escomptes au comptant sur achats	149 186	127 297
Intérêts sur dépôts bancaires	154 044	173 810
Divers	13 106	2 107
	316 336	303 214
	2 907 563	3 029 882
Frais d'opération		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Services de transport	373 569	331 933
Services professionnels	10 504	24 811
Fournitures et approvisionnements	91 288	84 267
Matériel et équipement	8 940	11 740
Entretien et réparations	37 913	5 490
	522 214	458 241
Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu (note 4)	2 075 288	2 079 682
	2 597 502	2 537 923
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	310 061 \$	491 959 \$

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	335 650 \$	872 214 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	12 792	7 156
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec		
et autres organismes publics	4 222 173	3 950 612
Stocks	2 535 731	1 771 028
	<u>7 106 346 \$</u>	<u>6 601 010 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs	1 046 797 \$	1 036 550 \$
Taxe de vente provinciale	262 275	232 535
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)	1 853 895	1 388 546
	<u>3 162 967</u>	<u>2 657 631</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	3 943 379	3 943 379
	<u>7 106 346 \$</u>	<u>6 601 010 \$</u>

CESSATION ÉVENTUELLE DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des Finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable
des fournitures et de l'ameublement,

Jacques Darveau

FONDS RENOUELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec a été constitué à même les crédits votés du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Le Fonds a pour objet de pourvoir aux achats de fournitures, accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin à la disposition des ministères et organismes du gouvernement; il vise également l'achat d'ameublement. Les recettes provenant de la vente de ces biens sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances détermine chaque année, en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations du Fonds renouvelable sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier coût d'acquisition.

Matériel et équipement

Les achats de matériel et d'équipement par le Fonds renouvelable pour son utilisation sont imputés aux opérations.

3. Cessation éventuelle des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.Q., 1988, c. 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds des fournitures et de l'ameublement. La mise en opération de ce Fonds à une date qui sera déterminée par le gouvernement, entraînera la cessation des opérations du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement.* À la date de la préparation des états financiers, la date de mise en opération du Fonds n'était pas déterminée par le gouvernement.

4. Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu

Les opérations du Fonds renouvelable comprennent certaines dépenses effectuées par le Fonds consolidé du revenu. Ces dépenses acquittées à même les crédits du ministère des Approvisionnements et Services et imputées au Fonds renouvelable sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	976 958 \$	973 179 \$
Avantages sociaux	156 313	155 709
Services de transport et communication	241 451	212 376
Services professionnels, administratifs et autres	38 553	42 822
Loyers	662 013	688 882
Entretien et réparations		3 915
Fournitures et approvisionnements		2 799
	<u>2 075 288 \$</u>	<u>2 079 682 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	1 388 546 \$	1 853 995 \$
Dépenses imputées (note 4)	2 075 288	2 079 682
Revenu net de l'année financière	310 061	491 959
	3 773 895	4 425 636
Remises effectuées	1 920 000	3 037 090
Solde à la fin	1 853 895 \$	1 388 546 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 18 juillet 1989

FONDS RENOUELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Ventes de publications	6 090 290 \$	5 871 994 \$
Services et autres	299 811	267 777
	<u>6 390 101</u>	<u>6 139 771</u>
	-----	-----
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	1 128 634	1 343 170
Coûts de production	4 143 339	4 297 224
moins: coûts de production facturés aux clients	(515 688)	(466 466)
	<u>4 756 285</u>	<u>5 173 928</u>
Stocks à la fin	1 273 256	1 128 634
	<u>3 483 029</u>	<u>4 045 294</u>
	-----	-----
Revenu brut	<u>2 907 072</u>	<u>2 094 477</u>
	-----	-----
Frais d'opération (note 4)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Communications	67 582	85 248
Fournitures et approvisionnements	196 917	92 005
Services professionnels, administratifs et autres	459 173	470 234
Loyers	80 386	35 462
Mauvaises créances	8 681	(528)
Entretien et réparations	86 282	24 508
Matériel et équipement	10 254	
Amortissement des immobilisations	156 525	158 266
Amortissement des frais reportés	38 182	36 124
Perte sur radiation d'immobilisations		28 683
	<u>1 103 982</u>	<u>930 002</u>
	-----	-----
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	<u>1 803 090 \$</u>	<u>1 164 475 \$</u>
	=====	=====

FONDS RENOUVELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	3 113 207 \$	3 424 231 \$
Débiteurs		
Ministère de l'Éducation (note 5)	6 098	
Autres	843 031	796 674
Stocks	1 273 256	1 128 634
	5 235 592	5 349 539
Immobilisations et frais reportés (note 6)	474 739	454 695
	<u>5 710 331 \$</u>	<u>5 804 234 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs		
Ministère de l'Éducation (note 5)		509 578 \$
Autres	1 149 914 \$	1 467 694
Abonnements perçus d'avance	805 900	852 457
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	1 803 090	1 023 078
	3 758 904	3 852 807
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	1 951 427	1 951 427
	<u>5 710 331 \$</u>	<u>5 804 234 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des Finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable
des publications gouvernementales,

Jean-Paul Gagné

FONDS RENOUVELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989**1. Constitution et objet**

Le Fonds renouvelable des publications gouvernementales a été constitué à même les crédits budgétaires votés du ministère des Communications et comme le mentionne la note 3, a cessé ses opérations le 1er avril 1989.

Ce Fonds renouvelable avait pour objet de défrayer l'achat, les coûts de production et de mise en marché des publications des ministères et organismes du gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces publications étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année en accord avec le ministère des Communications, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds était administré par le ministère des Communications et opérait sous le nom "Les publications du Québec".

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks de publications sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Frais reportés

Les frais reportés sont inscrits au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

3. Cessation des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications (L.Q., 1988, c. 31) sanctionnée et entrée en vigueur le 17 juin 1988 a institué le Fonds Les Publications du Québec. La mise en opération de ce Fonds, le 1^{er} avril 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable des publications gouvernementales à cette date.

L'actif et le passif, toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues par le Fonds renouvelable avec ses clients et ses fournisseurs ont été transférées le 1er avril 1989 au Fonds Les Publications du Québec par le gouvernement du Québec.

Le Fonds Les Publications du Québec remboursera, au plus tard 30 jours suivant la cessation des opérations du Fonds renouvelable des publications gouvernementales, l'avance du Fonds consolidé du revenu au montant de 1 951 427 \$ consentie à ce Fonds renouvelable.

4. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées aux états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	4 021 058 \$	3 558 991 \$
Avantages sociaux	643 369	569 434
Services de transport et communication	747 971	670 968
Loyers	974 254	957 434
Services professionnels, administratifs et autres	572 675	671 945
	<u>6 959 327 \$</u>	<u>6 428 772 \$</u>

FONDS RENOUELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Compte - Ministère de l'Éducation

En vertu d'une entente avec la Direction des cours par correspondance du ministère de l'Éducation, les recettes provenant de l'inscription aux divers cours de correspondance et de la vente de matériel didactique y afférent sont remises depuis octobre 1985 au Fonds renouvelable pour couvrir leurs coûts d'impression et certains frais d'administration y afférents.

Les opérations de cette entente se résument comme suit:

	1989	1988
Recettes -- Cours par correspondance	2 013 820 \$	1 389 171 \$
Frais imputés:		
Coûts d'impression	1 756 450	1 139 213
Frais d'administration	263 468	170 882
	<u>2 019 918</u>	<u>1 310 095</u>
Excédent des frais imputés sur les recettes de l'année financière	(6 098)	79 076
Excédent accumulé dû au ministère de l'Éducation		
Solde créditeur au début	509 578	430 502
Remises effectuées	<u>(509 578)</u>	
Solde créditeur à la fin		<u>509 578 \$</u>
Solde débiteur à la fin	<u>6 098 \$</u>	

6. Immobilisations et frais reportés

	Coût	Amortissement accumulé	Net	
			1989	1988
Immobilisations:				
Équipement informatique	508 227 \$	256 292 \$	251 935 \$	163 132 \$
Mobilier de bureau	286 601	206 753	79 848	130 554
Matériel roulant	29 586	18 603	10 983	16 900
Améliorations locatives	87 580	49 593	37 987	37 580
	<u>911 994</u>	<u>531 241</u>	<u>380 753</u>	<u>348 166</u>
Frais reportés:				
Frais de développement de systèmes informatiques	196 039	110 810	85 229	106 529
Droits d'auteur	10 225	1 468	8 757	
	<u>206 264</u>	<u>112 278</u>	<u>93 986</u>	<u>106 529</u>
	<u>1 118 258 \$</u>	<u>643 519 \$</u>	<u>474 739 \$</u>	<u>454 695 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1989

7. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde du début	1 023 078 \$	681 715 \$
Revenu net de l'année financière	1 803 090	1 164 475
	2 826 168	1 846 190
Remises effectuées	1 023 078	823 112
Solde à la fin	1 803 090 \$	1 023 078 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des publications gouvernementales du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 18 août 1989

FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE PLACEMENT-MÉDIA

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Services de placement-média		
Revenus (note 4)	8 417 657 \$	6 656 506 \$
Coût (note 5)	8 235 630	6 495 752
Revenu brut	182 027	160 754
Autres revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires	193 486	152 213
	375 513	312 967
Frais d'opération (note 6)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Communications et fournitures	29 149	30 293
Amortissement des immobilisations	16 550	390
	45 699	30 683
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	329 814 \$	282 284 \$

FONDS RENOUELABLE DES SERVICES DE PLACEMENT-MÉDIA

BILAN

au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	1 551 693 \$	1 997 233 \$
Débiteurs	1 750 958	1 587 840
Intérêts courus sur dépôts bancaires	17 480	14 280
	<u>3 320 131</u>	<u>3 599 353</u>
Immobilisations (note 7)	65 808	1 556
	<u>3 385 939 \$</u>	<u>3 600 909 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	776 125 \$	1 118 625 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	209 814	82 284
	<u>985 939</u>	<u>1 200 909</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	2 400 000	2 400 000
	<u>3 385 939 \$</u>	<u>3 600 909 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des Finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable
des services de placement-média,

François Reny

FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE PLACEMENT-MÉDIA

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable des services de placement-média a été constitué à même les crédits votés du ministère des Communications.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les coûts afférents à la diffusion de l'information et de la publicité gouvernementales pour le compte des ministères et organismes du gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances détermine chaque année, en accord avec le ministère des Communications, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications et opère sous le nom "Les Placements-médias du Québec".

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les dépenses comprennent des facturations provisoires. Les ajustements sont comptabilisés dans l'année financière où ils sont connus.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

3. Cessation des opérations du Fonds

La loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications (L.Q., 1988, c. 31) sanctionnée et entrée en vigueur le 17 juin 1988 a institué le Fonds des services de placement médias. La mise en opération de ce Fonds, le 1er avril 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable des services de placement-média à cette date.

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés le 1er avril 1989 au Fonds des services de placement médias par le gouvernement du Québec.

Le Fonds de services de placement médias remboursera, au plus tard 90 jours suivant la cessation des opérations du Fonds renouvelable des services de placement-média, l'avance du Fonds consolidé du revenu au montant de 2 400 000 \$ consentie à ce Fonds renouvelable.

4. Revenus des services de placement-média

	1989	1988
Publicité	9 200 950 \$	7 352 539 \$
Honoraires et autres frais	203 777	85 290
	<u>9 404 727</u>	<u>7 437 829</u>
Moins:		
Escomptes accordés aux clients	987 070	781 323
	<u>8 417 657 \$</u>	<u>6 656 506 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE PLACEMENT-MÉDIA

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Coût des services de placement-média

	1989	1988
Publicité	9 163 001 \$	7 278 477 \$
Honoraires et autres frais	200 314	90 475
	9 363 315	7 368 952
Moins:		
Escomptes obtenus des fournisseurs	1 127 685	873 200
	8 235 630 \$	6 495 752 \$

6. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées à l'état des opérations du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	140 200 \$	115 000 \$
Avantages sociaux	22 400	18 400
Services de communication	6 300	3 700
Loyers	18 400	4 477
	187 300 \$	141 577 \$

7. Immobilisations

	1989			1988
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
Mobilier	9 888 \$	2 368 \$	7 520 \$	1 556 \$
Équipement informatique	72 860	14 572	58 288	
	82 748 \$	16 940 \$	65 808 \$	1 556 \$

8. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	82 284 \$	25 304 \$
Revenu net de l'année financière	329 814	282 284
	412 098	307 588
Remises effectuées	202 284	225 304
Solde à la fin	209 814 \$	82 284 \$

FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE PLACEMENT-MÉDIA**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des services de placement-média du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 22 juin 1989

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Services	19 456 937 \$	6 141 061 \$
Autres	4 576	38 980
	<u>19 461 513</u>	<u>6 180 041</u>
Frais d'opération (note 3)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable (note 4):		
Pièces de rechange, fournitures et carburant	6 538 657	4 704 036
Entretien et réparations	3 215 320	1 453 085
Location d'équipement	307 243	226 100
Communications	996 411	337 127
Services professionnels, administratifs et autres	304 389	273 625
Matériel et équipement	1 467 732	49 370
Autres	2 792	6 315
	<u>12 832 544</u>	<u>7 049 658</u>
Revenu net (perte nette)	6 628 969	(869 617)
Déficit au début	<u>(3 557 624)</u>	<u>(2 688 007)</u>
Excédent au 31 mars 1989 viré au fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>3 071 345 \$</u>	
Déficit à la fin		<u><u>(3 557 624)\$</u></u>

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	8 185 943 \$	48 620 \$
Débiteurs		
Ministères, organismes et entreprises du gouvernement du Québec	1 310 403	979 605
Autres	164 124	661 302
Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant	7 136 311	3 894 148
	<u>16 796 781 \$</u>	<u>5 583 675 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	1 972 439 \$	1 065 304 \$
Solde dû sur acquisition de pièces de rechange (note 5)	492 614	198 688
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	9 647 728	3 193 307
	<u>12 112 781</u>	<u>4 457 299</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	4 684 000	4 684 000
Déficit		3 557 624
	<u>4 684 000</u>	<u>1 126 376</u>
	<u>16 796 781 \$</u>	<u>5 583 675 \$</u>

Représentant du contrôleur des Finances,

André Fiset

Administrateur du Fonds renouvelable
du service aérien gouvernemental,

Jean-Guy Paquin

FONDS RENOUELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental a été constitué à même les crédits votés du ministère des Transports.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les frais d'exploitation du service aérien de la flotte gouvernementale, déterminés par le Conseil du trésor. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Le ministère des Finances détermine chaque année en accord avec le ministère des Transports les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant

Les pièces de rechange, fournitures et carburant sont inscrits au prix coûtant (méthode de l'épuisement successif). Quant aux pièces de rechange et aux fournitures qui ont été achetées en dollars américains, leur coût est converti en dollars canadiens selon un taux de change moyen pondéré déterminé en fin d'année financière.

Conversion de devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les achats impayés au 31 mars sont convertis au taux de change prévalant à cette date.

3. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées aux états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	8 267 209 \$	7 907 489 \$
Avantages sociaux	1 323 314	1 265 198
Fournitures et approvisionnement		751 021
Entretien et réparations		2 139 854
Loyers	1 593 374	1 452 964
Communications	152 648	683 552
Services professionnels, administratifs et autres	199 298	420 305
Acquisition d'aéronefs	2 643 439	4 310 656
Matériel et équipement	754 722	249 610
Autres	2 021 714	963 058
	<u>16 955 718 \$</u>	<u>20 143 707 \$</u>

Les immobilisations, notamment les aéronefs, les bâtiments, les équipements mobiles et les outillages spécialisés, sont mises gratuitement à la disposition du Fonds renouvelable par le gouvernement du Québec.

4. Dépenses assumées par le Fonds renouvelable

Les frais d'exploitation de la flotte aérienne du ministère des Transports affectée au transport des personnes et des marchandises et à la protection de la forêt sont assumés par le Fonds renouvelable à l'exception des traitements, des services de téléphonie, du loyer des immeubles, des dépenses de nature "capital" autres que celles spécifiées par le gouvernement et des autres dépenses d'administration qui sont assumées par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS RENOUELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Solde dû sur acquisition de pièces de rechange

Ce poste au montant de 492 614 \$ représente le solde au 31 mars 1989 s'appliquant à la partie des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition d'un avion-ambulance, assumée par le Fonds renouvelable. Ce contrat conclu par le ministère des Transports est d'une durée maximale de 17 ans. Suite à une entente avec ce ministère, le Fonds renouvelable assume la partie des obligations du contrat reliée aux pièces de rechange, soit un montant total de 541 300 \$, en y excluant les intérêts y afférents.

Les versements à effectuer sur ce solde dû au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

1990	20 875 \$
1991	23 050
1992	25 453
1993	28 105
1994	31 035

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1984	3 193 307 \$	3 193 307 \$
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1988	3 383 076	
Excédent au 31 mars 1989 viré au Fonds consolidé du revenu	3 071 345	
	<u>9 647 728 \$</u>	<u>3 193 307 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 10 août 1989

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Ventes	1 689 272 \$	1 931 566 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	235 754	266 913
Achats	952 520	1 181 201
	1 188 274	1 448 114
Stocks à la fin	283 342	235 754
	904 932	1 212 360
Revenu brut	784 340	719 206
Autres revenus (note 4)	29 860	17 328
	814 200	736 534
Frais d'opération (note 5)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Services de transport et de communication	24 675	15 950
Services professionnels, administratifs et autres	9 640	55 285
Entretien et réparations	29 256	10 338
Loyers	3 372	5 220
Matériel et équipement	39 535	42 994
Fournitures et approvisionnements	48 481	37 565
Amortissement du matériel et de l'équipement	55 021	29 735
	209 980	197 087
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	604 220 \$	539 447 \$

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
Encaisse	278 534 \$	
Débiteurs	426 769	615 609 \$
Stocks	283 342	235 754
Frais payés d'avance	4 650	4 420
	<u>993 295</u>	<u>855 783</u>
Matériel et équipement	320 667	162 543
Moins: amortissement accumulé	(141 932)	(86 911)
	<u>178 735</u>	<u>75 632</u>
	<u>1 172 030 \$</u>	<u>931 415 \$</u>
PASSIF		
Chèques en circulation moins encaisse		28 623 \$
Créditeurs	113 700 \$	158 319
Revenus reportés	5 674	6 590
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	604 220	289 447
	<u>723 594</u>	<u>482 979</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	448 436	448 436
	<u>1 172 030 \$</u>	<u>931 415 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des Finances,

Patrick W. Desbiens

Administrateur du Fonds renouvelable du
Service de la cartographie,

Pierre Leblanc

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service de la cartographie avait été constitué à même les crédits budgétaires votés du ministère de l'Énergie et des Ressources et, comme le mentionne la note 3, a cessé ses opérations le 1er avril 1989.

Ce Fonds renouvelable avait pour objet de pourvoir aux différentes dépenses pour l'achat ou la production de documents photographiques et cartographiques. Les recettes provenant de la vente de ces biens étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année, en accord avec le ministère de l'Énergie et des Ressources, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Énergie et des Ressources et opérait sous le nom "Photocar-tothèque québécoise".

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen.

Matériel et équipement

Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

3. Cessation des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.Q., 1988, c. 43), sanctionnée et entrée en vigueur le 13 décembre 1988 a institué le Fonds d'information géographique et foncière. La mise en opération de ce Fonds, le 1er avril 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable du Service de la cartographie à cette date.

Les actifs et les passifs du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ont été transférés et comptabilisés au Fonds d'information géographique et foncière le 1er avril 1989.

4. Autres revenus

	1989	1988
Revenus		
Ajout de détails supplémentaires sur la couverture cartographique minimale	242 444 \$	121 809 \$
Projets spécifiques		24 366
Intérêts sur dépôts bancaires et autres	6 039	1 295
	<u>248 483</u>	<u>147 470</u>
Coûts		
Ajout de détails supplémentaires sur la couverture cartographique minimale	218 623	114 258
Projets spécifiques		15 884
	<u>218 623</u>	<u>130 142</u>
	<u>29 860 \$</u>	<u>17 328 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

5. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées aux états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	918 742 \$	647 725 \$
Avantages sociaux	146 989	103 636
Services de transport et de communication	64 312	43 193
Loyers	145 761	141 825
	<u>1 275 804 \$</u>	<u>936 379 \$</u>

6. Dû au fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	289 447 \$	191 060 \$
Revenu net de l'année financière	<u>604 220</u>	<u>539 447</u>
	893 667	730 507
Remises effectuées	<u>289 447</u>	<u>441 060</u>
Solde à la fin	<u>604 220 \$</u>	<u>289 447 \$</u>

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'état des opérations de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable du Service de la cartographie du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 25 octobre 1989

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus	1 181 625 \$	1 077 095 \$
Coût du matériel utilisé		
Stocks au début	313 482	280 211
Achats	401 651	318 695
Stocks à la fin	715 133	598 906
	323 673	313 482
	391 460	285 424
Bénéfice brut	790 165	791 671
Autres revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires	26 317	25 500
	816 482	817 171
Frais d'opération		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Services de transport et de communication	2 737	2 862
Services professionnels, administratifs et autres	9 298	2 673
Entretien et réparations	5 713	3 081
Loyers	2 635	4 346
Fournitures et approvisionnements	22 882	26 516
Amortissement des immobilisations	13 470	19 895
	56 735	59 373
Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu (note 4)	729 908	747 200
	786 643	806 573
Revenu net viré au fonds consolidé du revenu	29 839 \$	10 598 \$

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
A COURT TERME		
Encaisse	283 121 \$	102 998 \$
Débiteurs	220 244	238 182
Intérêts courus sur dépôts bancaires	2 426	3 040
Stocks	323 673	313 482
	<hr/>	<hr/>
	829 464	657 702
Immobilisations (note 5)	19 089	32 559
	<hr/>	<hr/>
	848 553 \$	690 261 \$
	<hr/>	<hr/>
PASSIF		
A COURT TERME		
Créditeurs	43 615 \$	45 070 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	304 938	145 191
	<hr/>	<hr/>
	348 553	190 261
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avances du Fonds consolidé du revenu	500 000	500 000
	<hr/>	<hr/>
	848 553 \$	690 261 \$
	<hr/>	<hr/>

CESSATION ÉVENTUELLE DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des Finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable
pour l'entretien des machines de bureau,

Clermont Gignac

FONDS RENOUELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau a été constitué à même les crédits votés du ministère des Communications.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer certains des frais d'exploitation du service d'entretien et de réparation des machines de bureau des ministères et organismes gouvernementaux. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances détermine chaque année, en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations mises à la disposition du Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de mesure électronique	20 %
Équipement informatique	33 1/3 %
Véhicules	20 %

3. Cessation éventuelle des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.Q. 1988, c. 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau. La mise en opération de ce Fonds, à une date qui sera déterminée par le gouvernement, entraînera la cessation des opérations du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau. À la date de préparation des états financiers, la date de mise en opération n'avait pas été déterminée par le gouvernement.

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

4. Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu

Les opérations du Fonds renouvelable comprennent certaines dépenses effectuées par le Fonds consolidé du revenu. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989			1988
	Dépenses effectuées à même les crédits budgétaires	Dépenses non imputées au Fonds renouvelable	Dépenses imputées au Fonds renouvelable	Dépenses imputées au Fonds renouvelable
Traitements	739 104 \$	133 040 \$	606 064 \$	618 149 \$
Avantages sociaux	118 256	118 256		
Services de transport et de communication	23 507	4 231	19 276	12 434
Services professionnels et autres	9 974	1 795	8 179	10 264
Services administratifs	41 130	7 403	33 727	32 392
Loyers	76 417	13 755	62 662	73 961
	<u>1 008 388 \$</u>	<u>278 480 \$</u>	<u>729 908 \$</u>	<u>747 200 \$</u>

5. Immobilisations

	1989			1988
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de mesure électronique	10 039 \$	8 927 \$	1 112 \$	2 650 \$
Équipement informatique	23 946	23 946		347
Véhicules	59 120	41 143	17 977	29 562
	<u>93 105 \$</u>	<u>74 016 \$</u>	<u>19 089 \$</u>	<u>32 559 \$</u>

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	145 191 \$	172 393 \$
Dépenses imputées (note 4)	729 908	747 200
Revenu net de l'année financière	29 839	10 598
	<u>904 938</u>	<u>930 191</u>
Remises effectuées	600 000	785 000
Solde à la fin	<u>304 938 \$</u>	<u>145 191 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 6 juillet 1989

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1989

	1989	1988
Revenus		
Location d'équipements informatiques	15 212 000 \$	10 643 021 \$
Gain net sur aliénations d'équipements informatiques	80 005	35 499
Intérêts sur comptes débiteurs et autres revenus	40 997	875
	<u>15 333 002</u>	<u>10 679 395</u>
Frais d'opération (note 4)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable:		
Amortissement des équipements informatiques	12 668 418	7 838 212
Autres frais	1 178	632
	<u>12 669 596</u>	<u>7 838 844</u>
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	<u><u>2 663 406 \$</u></u>	<u><u>2 840 551 \$</u></u>

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1989

	1989	1988
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	1 113 876 \$	5 369 671 \$
Débiteurs	794 664	939 378
	<u>1 908 540</u>	<u>6 309 049</u>
Équipements informatiques (note 5)	68 848 851	56 854 394
Moins: amortissement accumulé	(41 214 854)	(28 979 644)
	<u>27 633 997</u>	<u>27 874 750</u>
	<u>29 542 537 \$</u>	<u>34 183 799 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	4 251 740 \$	11 556 408 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	10 597 797	7 934 391
	<u>14 849 537</u>	<u>19 490 799</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	14 693 000	14 693 000
	<u>29 542 537 \$</u>	<u>34 183 799 \$</u>

CESSATION ÉVENTUELLE DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Représentant du contrôleur des finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable pour
les équipements informatiques,

Jacques Darveau

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable pour les équipements informatiques a été constitué à même les crédits votés en 1983-1984 du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques. Les recettes provenant de la location de ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement et de leur vente, lors de la fin de leur vie utile, sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances détermine chaque année, en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Équipements informatiques

Les équipements informatiques sont comptabilisés au coût et ils sont amortis annuellement d'un montant égal au prix de leur location et ce jusqu'à concurrence d'une valeur résiduelle de 5 % de leurs coûts d'acquisition.

3. Cessation éventuelle des opérations du Fonds

La loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.Q., 1988, c. 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds pour les équipements informatiques. La mise en opération de ce Fonds, à une date qui sera déterminée par le gouvernement, entraînera la cessation des opérations du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques. À la date de préparation des états financiers, la date de mise en opération n'avait pas été déterminée par le gouvernement.

4. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées dans les états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1989	1988
Traitements	62 247 \$	61 816 \$
Avantages sociaux	9 960	9 891
Services de transport et de communication	514	1 287
Loyers	4 641	4 075
Services administratifs	1 900	3 061
	<u>79 262 \$</u>	<u>80 130 \$</u>

5. Équipements informatiques

	1989	1988
Solde au début	56 854 394 \$	39 850 599 \$
Acquisitions	12 737 350	17 280 359
Aliénations	(742 893)	(276 564)
Solde à la fin	<u>68 848 851 \$</u>	<u>56 854 394 \$</u>

FONDS RENOUELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1989

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1989	1988
Solde au début	7 934 391 \$	5 093 840 \$
Revenu net de l'année financière	2 663 406	2 840 551
Solde à la fin	10 597 797 \$	7 934 391 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 21 juin 1989

**DÉTAIL DES FOURNISSEURS
PAR FONDS RENOUVELABLE**

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

Divers fournisseurs: 3 555 012 \$

La Compagnie Spiral Binding Inc., 41 823; Entreprise Albert Allaire Inc., 89 553; Graphiques K.B.R. Ltée, 31 599; Kodak Canada Inc., 574 451; Lauzier Little Inc., 63 465; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 524 252; Papiers Inter-Cité Ltée, 817 290; Xerox Canada Inc., 1 247 399.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 165 180.

**FONDS RENOUVELABLE DES ENTENTES SUR LES PRÊTS
DE SERVICES D'ENSEIGNANTS**

Divers fournisseurs: 16 614 \$

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 16 614.

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

Divers fournisseurs: 19 521 248 \$

ABF Formules d'Affaires Ltée, 314 787; Ardex Métal Inc., 51 392; Artopex Inc., 847 228; Atelier Poly-Teck Inc., 30 632; Bagages Holiday Inc., 136 074; Becton Dickinson Canada Inc., 33 323; Berol Canada Inc., 475 721; Biltrite Nightingale International Inc., 831 034; Boîtes Ekono Inc., 75 827; Cabano Expéditex Inc., 72 633; Caledon Laboratories Ltd, 43 887; Centre de Transition Le Sextant Inc., 248 585; Compagnie canadienne d'équipement de bureau, 53 280; Décabois Inc., 89 743; D.R.G. Enveloppe Internationale Inc., 45 475; Ebénisterie Alfredo Ltée, 260 264; Ecranovision Ltée, 1 418 475; Emballages Godin C.D.R. Inc., 43 404; ENTREPRISES: Dionite Inc., 120 793, Dominion Blueline Inc., 39 798; Etiquette et Ruban adhésif Commerce Inc., 54 194; Fisher Scientifique Ltée, 261 346; FORMULES D'AFFAIRES: Etoile Ltée, 43 350, Lancaster Inc., 56 743; Gemex (Granby) Inc., 68 483; Gistar Inc., 144 450; Hilroy, 33 661; IMPRIMERIES: Interglobe Inc., 36 669, Junros Inc., 119 277, Ste-Julie Inc., 148 823; INDUSTRIES: de Métal B et F (Canada) Ltée, 49 177, Rouillard Inc., 2 323 985, Saulnier Inc., 34 646; Innova, 62 295; Jacques Darce Inc., 1 039 232; J.E. Fournier Ltée, 49 245; Joseph Clermont Inc., 522 046; J.W. Paquet Transport Inc., 52 718; Lauzier Little Inc., 42 068; LIBRAIRIES: Boulevard Inc., 415 514, L.I.M.A. Inc., 42 197; Lyonnais Transport Inc., 95 651; Métal Lincora Inc., 271 148; Métropole Litho Inc., 47 388; M.H.A. du Canada Inc., 146 451; Millipore, 45 061; Mirabau, 99 264; Montel Inc., 53 321; Olivetti Canada Ltée, 76 614; PAPETERIES: d'Affaires, 462 740, J.B. Rolland Ltée, 321 757; Papiers Inter-Cité Ltée, 1 200 809; Piché et Harvey Inc., 31 600; PLASTIQUES: Bow Plastiques Ltée, 34 962, Gagnon Inc., 76 240, S.L. Ltée, 53 320, Tornado Inc., 29 647; PRODUITS: Chimiques B.D.H. Canada Ltée, 43 656, Fanco, 327 726, Industriels Canado Ltée, 30 343, Métalliques J.P. Inc., 31 305, de Papier Dorfin (Québec) Ltée, 80 398, pour Reprographie Mid-City Inc., 40 848; Reliure Gala Inc., 107 221; Rousseau Métal Inc., 360 103; Roy & Breton Inc., 3 131 488; Société Canadienne des postes, 37 280; Vinyform Ltée, 257 954.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 1 194 479.

FONDS RENOUVELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

Divers fournisseurs: 5 247 609 \$

Association Canadienne de Normalisation, 83 664; ATELIERS: et cantines du Centre de détention de Québec, 120 359; Graphiques Virage, 265 716; Caractéra Inc., 239 428; C. Lamond et Fils Ltée, 83 284; Compagnie de l'Eclaireur Ltée, 186 933; Compélec Inc., 154 522; Constant, Deniger et Associés, 48 456; Les Données graphiques Perluettes Inc., 34 288; ÉDITIONS: Marquis Ltée, 35 376, Transmo Inc., 44 217; Enveloppes Innova Inc., 36 644; FONDS RENOUVELABLES: de la reprographie, 84 108, des fournitures et de l'ameublement, 48 765, des services de Placement-Média, 81 679, pour l'entretien des machines de bureau, 28 159; Groupe Sajy Inc., 59 561; IMPRIMERIE: Arthabaska Inc., 48 783, Canada Inc., 173 622, Canadienne Gazette Inc., 46 338, Héon et Nadeau Ltée, 159 400, Interglobe Inc., 431 880, Laurentide Inc., 90 417, St-Romuald Inc., 568 058, Southam Ltée, 28 994; Litho Acme Inc., 90 191; Lithographie Bourgneuf Inc., 32 502; Logidec Inc., 81 871; Métrolitho Inc., 39 176; Mono Lino Inc., 137 260; Musée du Québec, 54 031; Polyforme Québec Inc., 44 526; Price Waterhouse, 29 989; Reliure Gala Inc., 41 025; Téléburo Inc., 37 978; Traductions B & B (1978) Ltée, 36 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 1 439 909.

FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE PLACEMENT-MEDIA

Divers fournisseurs: 8 341 161 \$

BCP Stratégie Créativité Inc., 7 644 348; Comterm Inc., 61 907; Groupe Polygone Editeurs Inc., 50 558; Le Réseau Pathonic Inc., 65 312; La Terre de chez nous, 132 600.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 386 436.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Divers fournisseurs: 12 973 457 \$

Acfield Aviation Supplies Ltd, 36 566; Aerospace Welding Inc., 57 446; Air Canada, 44 758; Air Schefferville Inc. 42 774; Aviatron Inc. 60 565; Bell Helicopter Textron Supply Ltd., 452 996; Bendix Avelex Inc., 38 502; Blais & Langlois, 70 015; Bombardier Inc., 686 837; BSP Aerospace Products, 34 842; Cafétérias Chabot Inc., 99 659; California Engine Service Inc., 239 570; Canadair, 1 160 629; Casp Aerospace Inc., 29 266; Conifair Aviation Inc., 1 673 718; Dowty Aerospace Corporation, 50 466; FCNQ Pétro, 63 099; Field Aviation Parts Sales Ltd, 47 675; Garrett General Aviation Services Company, 41 790; Helipro Inc., 141 925; Honeywell Bull Ltée, 31 422; Innotech Aviation Ltd, 121 564; Inter-voyage, 93 487; Marconi Canada, 29 987; Metro Parts Inc., 125 169; Ministère des Transports, 152 147; Patton Aircraft Industries Ltd, 101 517; Paul F. Delaney Inc., 37 921; Pétro-Canada Inc., 295 062; Pétroles Esso Canada, 422 563; Pratt & Whitney Canada Inc., 61 081; Précision Airmotive Corporation, 60 924; Produits Shell Canada Ltée, 2 321 004; Reed Stenhouse Ltée, 155 453; Rockwell International of Canada Ltd, 57 780; Rolls-Royce PLC, 213 729; SOCIÉTÉS: de développement autochtone de la Baie-James, 150 704, Import/export de technologies informatiques, 84 003; Standard Aero Ltd, 267 242; Starber International Inc., 102 517; Transport Air, 57 633; Ville de Maniwaki, 189 547.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 2 767 903.

FONDS RENOUVELABLE DE LA CARTOGRAPHIE

Divers fournisseurs: 1 484 186 \$

Aéro Photo (1961) Inc., 149 916; Auto-carto Internationale Enr., 96 134; Consortium Morais, Grenier & Pagé, 30 493; Gendron, Lefebvre & Ass., 47 640; Hauts-Monts Inc., 38 936; Hughes-Owens Ltée, 72 450; Imprimerie Provinciale Inc., 63 185; Laboratoire Prisma Inc., 512 212; McCutcheon Graphique Inc., 40 826; O.E. In., 32 979; Receveur général du Canada (Bureau des cartes), 35 859; Société de Géomatique Internationale Inc., 46 298; Tec-Micro Informatique, 40 421.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 276 837.

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

Divers fournisseurs: 455 107 \$

CPU Service Inc., 53 478; Philips électronique Ltée, 34 333; Les systèmes Xios, 30 469.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 336 827.

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Divers fournisseurs: 12 737 350 \$

I.B.M. Canada Ltée, 9 414 370; NAS Canada Inc., 1 995 400; Systèmes Storagetek Canada, 1 327 580.



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003939